

LETTRE

ROYALISTE

SUPPLEMENT AU BI-MENSUEL ROYALISTE N° 244 - 24 MARS 1977

CONCORDE : INVESTIR POUR L'AVENIR.

Concorde suscite en ce moment contre lui, une coalition aussi moralisante dans son langage qu'hétéroclite dans sa composition et équivoque dans ses motifs. On y trouve pêle-mêle les associations écologiques américaines qui veulent protéger les new-yorkais du bruit, leurs homologues français ("tout ce qui est national n'est pas nôtre" dirait à peu près M. René Dumont) et l'éternelle cohorte pour qui Concorde est de l'argent gaché.

Il est exact que ce projet, conçu voici quinze ans pour remplacer la Caravelle et donner du travail à l'aéronautique française, ne semble pas appelé à déboucher sur des commandes très élevées. Il est même possible que le coût total des études de la fabrication soit nettement supérieur aux rentrées d'argent provoquées par nos ventes présentes et futures. Mais cette comptabilité à la petite semaine ne tient pas compte de deux éléments fondamentaux.

D'abord, la recherche réalisée par ceux qui ont travaillé sur le projet Concorde a permis de faire progresser la technologie française dans de nombreux domaines. Citons principalement la mise au point d'alliages résistants à de hautes températures, et la réalisation de composants électroniques capables de supporter le voyage dans la haute atmosphère, voire hors de la stratosphère. Ces progrès technologiques trouvent une application immédiate dans la construction des satellites. Que de temps -et d'argent- avons-nous économisé là!

-Mais les satellites ne servent à rien.

-La recherche fondamentale ne s'assigne que rarement un but utilitaire. C'est une espèce de savant Cosinus à moitié fou qui "pour voir" a mis au point le laser... dont on connaît les multiples applications industrielles actuelles. Envoyer des satellites dans la haute atmosphère peut permettre de prévoir l'évolution du temps ou de mesurer le degré de pollution. Nos écologistes ont belle mine en les dénigrant. Sans compter les satellites de télécommunication dont la rentabilité financière est immédiate. Signalons d'ores et déjà que la France n'achète plus ses machines outils à calcul numérique en Suisse. Elle les fabrique elle-même et en grande série car Concorde nous a obligé à les créer.

Deuxième élément que les boutiquiers du renoncement national ne peuvent -et ne veulent- pas voir. Concorde est un avion pionnier dans la liaison France-Amérique par supersonique. Mettre New-York à trois heures de Paris est capital pour les hommes d'affaire. Concorde est trop bruyant et consomme trop de kérosène, ce qui provoque son demi-échec. Mais il nous met en bien meilleure position que les Américains pour réussir un super-Concorde que ceux-ci cherchent à réaliser. Mais ils ont pour l'instant un gros retard sur les Français. Ainsi serons-nous peut-être les premiers à construire l'avion international supersonique qui dominera le marché du long-courrier rapide à la fin du siècle. Comme on comprend l'acharnement des Américains à entraver la mise en oeuvre du projet

Concorde dans la mesure où celui-ci est le brouillon de cet avion. Ils ne tiennent pas à ce que les innovations technologiques soient toutes sous brevets français ou britanniques, ce qui les obligerait à payer de royalties considérables pour les utiliser.

Comment expliquer, en revanche, la volonté de dénigrement des J.J.S.S., rédacteurs de "Minute" et autres? Il faut dire que les américains ont toujours su entretenir en France un clan à leur dévotion. Ceci en est encore une belle illustration.

Quant à notre gouvernement, il a pour l'instant une attitude correcte sur le problème du Concorde. Mais cette attitude n'a pas de sens si elle ne s'inscrit pas dans une politique d'ensemble de promotion de la technologie française de pointe. On ne peut pas prétendre à la fois, par exemple, gagner la bataille du supersonique et brader la C.I.I. aux Américains et assassiner notre industrie de peri-informatique. C'est d'ailleurs une des raisons qui nous a amené à contribuer à faire mordre la poussière à M. d'Ornano dans le XVIIIème arrondissement.

Ce ministre de l'industrie, tout comme son maître élyséen représente par trop la liquidation du projet industriel français. C'est nous vouer à moyen terme à être de simple sous-traitants de l'Amérique, des fabricants de montres au kilo et de chaussettes à bas prix comme à Hong-Kong. Mais ce jour là nous serons sans doute obligés d'aligner nos salaires sur cette colonie britannique de Chine. Il n'y a pas de politique sociale possible en France sans une politique industrielle hardie, centrée sur l'innovation de pointe

- Arnaud FABRE-

P.S. Nous apprenons en dernière heure que le congrès américain vient de voter un crédit de 15 millions de dollars pour la mise au point d'un avion supersonique. Motif avancé: Concorde, malgré son "fiasco écologique et économique" a permis à la France de prendre sur les Etats-Unis une avance technologique qui doit être à toute force comblée. A part ça, Concorde ne sert à rien, est de l'argent gaspillé et n'apporte rien à notre pays en matière de technologie de pointe.

L'ECHEC DU "MATIN DE PARIS"

Les millions et un exceptionnel battage de presse n'auront pas suffi au "Matin de Paris", quotidien socialiste, pour conquérir une place, même secondaire, auprès du public de Province et de Paris. Vendu à 110.000 exemplaires sur Paris le 1er mars, jour de son lancement, le quotidien de M. Perdriel (également directeur du "Nouvel Observateur") voyait ses ventes tomber à 65000 le lendemain... et s'effondrer à 29000 le 7 mars, tout cela à Paris. Sur toute la France, le quotidien est vendu à 70000 exemplaires, alors que son directeur misait sur 350.000! L'échec du "Matin de Paris" s'explique: sa présentation est monotone, peu originale, et les informations données au compte-gouttes. Il n'est pas parvenu à mordre ni sur le public du "Monde", ni sur celui du "Quotidien de Paris" qui étaient visés en priorité. Les jours qui viennent diront si les journalistes du "Matin de Paris" sauront éviter l'échec définitif, en faisant preuve d'un peu d'imagination.

CRISE A "TERMINAL"

Rien ne va plus entre l'équipe de rédaction de "Terminal" et le propriétaire et directeur Bossini. Celui-ci refuse en effet de payer les arriérés de salaires (douze mois) aux membres du comité de rédaction et entend donner à ce journal lycéen (voir notre étude dans la NAF n° 240) une orientation à gauche, contraire

à la neutralité politique que la publication avait gardé jusqu'ici. Cette crise a empêché la parution du n° de mars et déjà l'équipe de rédaction démissionnaire envisage de créer un autre journal.

NERVIS DE GAUCHE ET NERVIS DE DROITE

Dans la nuit du 13 au 14 mars, un commando armé de manches de pioches a attaqué le piquet de grève de Bénoto à Béthune. La CGT et le PC ont dénoncé cette atteinte au droit de grève. La nuit suivante, c'était au tour des journalistes des éditions Vaillant d'être chassés des locaux occupés à coups de barres de fer par une trentaine de miliciens casqués. Petit détail: les éditions Vaillant appartiennent au Parti Communiste. C'est lui qui a décidé plusieurs dizaines de licenciements, résultants du transfert en Belgique, où les coûts sont moindres, de l'impression de plusieurs journaux du Parti. Nul doute que les pratiques d'Amaury, feu patron du "Parisien Liébére", auront fortement inspiré les honnêtes gestionnaires de la S.A. PC.

QUAND SPAGGIARI PREND QUELQUES LIBERTES

Pendant la campagne électorale, les murs de Nice ont été tapissés d'affiches vantant les qualités du maire giscardien Mèdecin. "Quand je serai grand, je voterai Mèdecin" affirmait sur l'une un bambin de six mois; "Je suis jeune cadre, alors je vote Mèdecin" renchérissait sur une autre un jeune cadre dynamique à la GSL. Et chaque catégorie sociale avait droit à son représentant collé au mur pour honorer les bonnes oeuvres de M. le maire. Jusqu'à Mireille Mathieu qui, dans les bras puissants du maire de Nice, proclamait "Si j'étais Niçoise, je voterai Mèdecin"... Evidemment, tout le monde n'a pas bien saisi le sérieux de cette campagne. Témoins ces mauvais esprits qui ont collé quelques nuits avant le premier tour cet autocollant sur les voitures des camarades électeurs: "Dimanche, je vais pouvoir voter Jean Mèdecin". Signé: Spaggiari.

EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.

§ -FETE DE JEANNE D'ARC. Cette année, le dimanche 8 mai, renouant avec une vieille tradition, notre ami Abel Pomarède organise à Pomerols (Hérault) la fête de Jeanne d'Arc. Après une messe, célébrée à 10 heures, aura lieu un banquet sous la présidence de Gustave Thibon avec la participation de plusieurs responsables du mouvement royaliste. Participation aux frais pour le banquet: 50 francs (étudiants 40 F). Inscriptions auprès d'Abel Pomarède, 34.810 POMEROLS. Nous incitons tous nos lecteurs et sympathisants à venir témoigner, par leur présence, de la vitalité de la NAF.

§ -AIX EN PROVENCE. Dîner-débat le vendredi 25 mars à 20h15 sur le thème "Les libertés", avec la participation de Gérard LECLERC. Le repas aura lieu à "La table du Graal", 22, rue Lacedède à AIX. Participation aux frais 55 francs (étudiants 35 F.). Inscriptions en écrivant à NAF, B.P. 38. 13 100 AIX EN PROVENCE.

§ -FAITES CONNAITRE "R O Y A L I S T E". Tous les quinze jours, nous aurons à votre disposition des exemplaires invendus du journal qui reviennent des kiosques. Ces exemplaires envoyés comme spécimen (à expédier sous bande affranchie à 0,30 F) sont un excellent moyen pour faire connaître le journal. A votre demande, nous vous en expédierons gratuitement la quantité que vous voudrez. Nous vous demandons juste de joindre le prix du port avec votre commande, soit 3 F pour 20 journaux.

§ -MERCREDIS DE LA NAF. Tous les mercredis dans les locaux de la NAF, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS (4ème étage). A partir de 19 heures discussion libre et amicale autour d'un buffet; à 20H30, conférence ou débat.

-mercredi 23 Mars : Eglise et politique (débat)

-mercredi 30 Mars : Pascal politique, avec Gérard Leclerc. (Conférence)

LES ACCORDS D'HELSINKI

Après deux ans de travaux et de négociations, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) s'est concrétisée le 1^{er} août 1975 par la signature, par 35 états d'Europe et d'Amérique du Nord, de l'Acte Final de la conférence d'Helsinki, auquel font désormais référence chaque rencontre internationale, chaque débat de politique extérieure.

Réunissant 33 pays d'Europe, plus les Etats-Unis et le Canada, 35 états grands et petits dont 8 socialistes et 27 capitalistes, la conférence, tout en consacrant sur le plan politique les résultats de la deuxième guerre mondiale, constitue un véritable "code de la coexistence pacifique".

Ses principes, qui constituent davantage une déclaration d'intention qu'un traité imposant des obligations, tendent à substituer la sécurité collective à la politique des blocs, à stopper la course aux armements et développer une coopération dans tous les domaines entre les Etats signataires.

Le texte de l'Acte Final porte sur 5 grands chapitres:

-Questions relatives à la sécurité en Europe: principes régissant les relations mutuelles entre les Etats participants (dont la "non-ingérence dans les affaires intérieures"); aspects de la sécurité et du désarmement.

-Coopération dans les domaines économique, scientifique et technique.

-Questions relatives à la sécurité et la coopération en Méditerranée .

-Coopération dans les domaines humanitaires et autres: contacts entre les personnes, questions relatives à la circulation de l'information, échanges dans le domaine culturel...

A travers la conférence, il s'agissait avant tout, pour l'Union Soviétique, d'obtenir définitivement la reconnaissance des frontières du bloc socialiste, et ce chapitre, qui consacre la libre circulation des hommes et des idées, constitue la fameuse "troisième corbeille" imposée par l'Occident et principalement les Etats-Unis, contre la reconnaissance de ces frontières.

Le dernier point concerne les suites de la conférence et fixe au mois de Juin 77 la première réunion qui examinera à Belgrade l'application des accords d'Helsinki.

Si la France et les pays neutres et non-alignés entendent jouer dans cette prochaine réunion un rôle purement médiateur, Belgrade pourrait bien voir l'affrontement de l'Union Soviétique et des Etats-Unis sur le quatrième point et la question des Droits de l'Homme.

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742.21.93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à la "Lettre ROYALISTE" et à "ROYALISTE" bi-mensuel:

Un an : 80 F - six mois : 45 F - trois mois : 25 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris